

---

**CHU DE MONTPELLIER**

HOPITAL LAPEYRONIE - RESTRUCTURATION DES URGENCES PEDIATRIQUES  
OPERATION 2

---

**DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

---

CCTP LOT 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

## Sommaire

<b>1. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES</b>	<b>3</b>
1.1. PRESENTATION DU PROJET	3
1.2. GENERALITES	3
1.3. OBJET DU MARCHÉ	4
1.4. LISTE DES INTERVENANTS	4
<b>2. CONDITIONS DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
2.1. TRANCHES	5
2.2. NATURE ET CONTENU DE L'OFFRE	5
2.3. CONTRAINTES DE SITE :CHANTIER EN SITE OCCUPE AVEC POURSUITE D'ACTIVITE DANS LE CHU DE MONTPELLIER	5
2.4. PIECES A FOURNIR	6
2.5. ASSURANCES	6
<b>3. DÉLAIS – PLANNING - PHASAGE</b>	<b>6</b>
3.1. ORGANISATION DU CHANTIER	6
<b>4. RÉPARTITION DES LOTS</b>	<b>7</b>
<b>5. PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES ET PERFORMANCES</b>	<b>7</b>
5.1. ENVIRONNEMENT DE L'OPERATION	7
5.2. NORMES ET REGLEMENTS	8
5.3. HYGIENE ET SECURITE	8
5.4. PRECISIONS SUR LES PRESCRIPTIONS ET NORMES	9
<b>6. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX</b>	<b>10</b>
6.1. DOCUMENTS ECRITS OU GRAPHIQUES	10
6.2. ETUDES ET PLANS D'EXECUTION	11
6.3. PLANS DE RESERVATION	12
6.4. LIMITES DE PRESTATIONS (INTERFACE ENTRE CORPS D'ETAT)	12
6.5. ECHANTILLONS – PROTOTYPES – TEMOINS	13
6.6. MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION	13
6.7. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)	14
<b>7. CONTRÔLES ET ESSAIS</b>	<b>14</b>
7.1. CONTROLEUR TECHNIQUE	14
7.2. AUTO-CONTROLE DES ENTREPRISES	14
<b>8. INSTALLATIONS ET NETTOYAGE</b>	<b>16</b>

<b>8.1. INSTALLATION</b>	<b>17</b>
<b>8.2. REMBLAIS VOIES STOCKAGE</b>	<b>19</b>
<b>8.3. GESTION DES DECHETS</b>	<b>20</b>
<b>8.4. NUISANCES SONORES</b>	<b>21</b>
<b>8.5. GARDIENNAGE / FERMETURE CHANTIER</b>	<b>21</b>
<b>8.6. CHAUFFAGE</b>	<b>22</b>
<b>8.7. OUVRAGES TEMOINS</b>	<b>22</b>
<b>8.8. DEPENSES / COMPTE PRORATA</b>	<b>22</b>
<b>8.9. QUANTITES</b>	<b>25</b>
<b>8.10. MATERIAUX</b>	<b>25</b>
<b>8.11. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER</b>	<b>25</b>
<b>8.12. DESCRIPTION DES TRAVAUX</b>	<b>25</b>
<b>8.13. LIAISON ENTRE ENTREPRISES</b>	<b>26</b>
<b>9. ÉVALUATION</b>	<b>26</b>

---

## **1. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

### **1.1. Présentation du projet**

Le CHU de Montpellier va engager une opération de restructuration complète du services des urgences. Ce vaste projet , qui va s'étaler sur une période d'environ 5 années, va redéfinir la gestions de tous les flux et réorganiser profondément tous les services.

L'opération de restructuration des urgences pédiatriques s'inscrit dans l'opération 2 de la phase 2 du projet de restructuration des urgences de l'hôpital Lapeyronie. Cette étape a pour but de restructurer les urgences pédiatriques, suite à la libération de locaux au niveau -2 par l'opération 1. **Ainsi, les travaux objets du présent projet seront réalisés en plateau libre.** Persistera l'opération 5 de la phase 2 qui concernera une extension des urgences pédiatriques, suite au déplacement de l'UHCD adulte. La présente restructuration doit se faire sans tenir compte de cette future extension.

Le projet prend en compte les hypothèses suivantes :

#### **Zone sismique type**

**Zone 2 Aléa Faible** Décret n° 2010-1255 du 22 Octobre 2010

#### **Type et catégorie d'ERP**

**Etablissement recevant du public de Type U. Catégorie 1** Sécurité Incendie

#### **Catégorie d'importance de bâtiment**

**Catégorie d'importance IV**

Articles R563-1 à R563-8 du Code de l'Environnement relatifs à la définition des 4 classes/catégories d'importance des bâtiments dits « à risque normal » telle que définie dans l'arrêté du 22 Octobre 2010

#### **Etat initial du terrain**

- Limites du terrain. Les limites sont l'emprise foncière globale du CHU de Montpellier.
- topographie. La topographie du site du projet est celle existante des bâtiments et voiries existants. Elle est inchangée à l'occasion du projet objet de la présente consultation.
- végétation. La végétation existante n'est pas impactée par le projet.

### **1.2. Généralités**

Le présent document est opposable à tous les lots du présent Dossier marché et ses prescriptions complètent le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de tous les lots, ainsi que toutes les autres pièces du dossier. Dans tous les cas, il sera toujours fait application de la situation la plus favorable pour le maître d'ouvrage à la lecture « croisée » des documents contractuels constitutifs du présent dossier.

C'est l'ensemble des documents qui forment le devis descriptif.

Il est rappelé que les descriptions faites dans le devis descriptif et ses additifs éventuels sont des minimas destinés à obtenir les niveaux de qualité prescrits par les normes et réglementations applicables aux travaux de bâtiment.

En conséquence, plus que l'obligation de conformité, c'est l'obligation de résultat qui prévaudra.

Le présent CCTP a donc pour objet de fixer les modalités techniques à respecter pour l'extension et la restructuration des urgences opération 2 sur le site de Lapeyronie du CHU de Montpellier (34).

D'une manière générale, pour toute la durée du chantier, la nature, les méthodes, et toutes les organisations d'approvisionnement (en engins, bennes, camions, tout matériels) et d'évacuation (rotation, nature type et quantité de gravats, matériels et matériaux) seront définies de manière sûre et définitive lors des réunions de chantier.

Les engagements pris par les entreprises dans ces organisations journalières et hebdomadaires seront transmis à l'ensemble des intervenants et devront être impérativement respectés.

### **1.3. Objet du marché**

Le présent document concerne les travaux nécessaires à la réalisation du projet suivant :

Adresse de l'opération :	HOPITAL LAPEYRONIE CHU de MONTPELLIER 371, Avenue du Doyen Gaston Giraud 34 295 MONTPELLIER Cedex 5
Libellé de la Construction :	HOPITAL LAPEYRONIE - RESTRUCTURATION DES URGENCES PEDIATRIQUES - OPERATION 2

### **1.4. Liste des intervenants**

#### **\* MAÎTRE D'OUVRAGE :**

CHU MONTPELLIER

371, Avenue du Doyen Gaston Giraud

34 295 MONTPELLIER Cedex 5

Interlocuteurs : Madame Christelle SARRO responsable secteur conduite d'opérations  
Monsieur Olivier SARRAUD Conducteur de l'opération

#### **\* ARCHITECTE-MAÎTRE D'ŒUVRE MANDATAIRE-BET STRUCTURE :**

TOGNELLA ARCHITECTES 2Ai

8 Place du marché aux fleurs

34 000 MONTPELLIER

Interlocuteurs : Monsieur Ivan TOGNELLA  
Monsieur Laurent GUIRAUD  
Madame Morgane THEOLEYRE

#### **\* BUREAU D'ÉTUDES FLUIDES / CSSI :**

BETSO

849 Rue Favre de Saint Castor

34800 MONTPELLIER

Interlocuteurs : Monsieur Robert DUCA

#### **\* BUREAU DE CONTRÔLE :**

QUALICONULT

1025 Rue Henri Becquerel – Bâtiment 18

34000 MONTPELLIER

Interlocuteur : Madame Caroline JOFFRET

\* COORDINATEUR S.P.S. :

APAVE

310, Rue de la Sarriette

34 130 SAINT AUNES

Interlocuteur : Monsieur Philippe ROMANS

## **2. CONDITIONS DU MARCHÉ**

### **2.1. Tranches**

Le présent marché sera réalisé en 1 SEULE tranche.

### **2.2. Nature et contenu de l'offre**

L'entreprise s'engage sur un montant global et forfaitaire pour la réalisation des travaux faisant l'objet du présent dossier. Le forfait implique toutes sujétions éventuelles, dont notamment celles liées au site.

Les prix de la soumission (prix unitaires et prix global de l'offre) portés à l'Acte d'Engagement sont réputés comprendre tous les éléments et contraintes décrits au CCTP.

### **ETUDES D'EXECUTION.**

Le coût des études d'exécution et leur réalisation est intégralement à la charge des entreprises. Les entreprises ont à leur charge l'établissement des plans d'exécution, des notes de calcul, des plans de calepinage, etc. nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Ces documents seront réalisés par un (ou des) bureau d'études agréés par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, et seront soumis au VISA de la Maîtrise d'œuvre. Les entreprises doivent aussi fournir tout procès-verbal, avis technique, fiche technique, à viser par la MOE et le bureau de contrôle. **Le tout pendant la période de préparation.**

### **2.3. Contraintes de site :chantier en site occupé avec poursuite d'activité dans le CHU de Montpellier**

Le chantier se situe dans l'emprise d'un établissement dont le fonctionnement ne doit pas être perturbé par le déroulement des travaux. En conséquence, toutes les entreprises mettront en œuvre tout dispositif assurant la sécurité et le confort (circulation, bruit, poussière) des usagers de l'établissement en service.

L'usage des engins devant par obligation présenter des gênes sera soumis au préalable à l'approbation du maître d'ouvrage suivant une procédure mise en place par l'OPC.

Dans ces conditions, la fermeture des zones de chantier de manière à le rendre parfaitement étanche revêt une grande importance, vis-à-vis de la continuité de service tout autant que de la sécurité des patients.

De plus, il est nécessaire de prendre soin du site lors des déplacements en dehors de l'enceinte du chantier (voiries, espaces verts, bâtiments, espace public, etc...) pour les accès des compagnons, les approvisionnements et les évacuations.

## **2.4. Pièces à fournir**

Avant le commencement des travaux (période de préparation de 1 mois à compter de l'O.S. de démarrage) :

- un plan de chantier sera établi par l'entreprise titulaire du lot 01 – Démolitions / Gros-œuvre, sur la base des installations décrites dans le présent lot du Plan d'installation de chantier (pièce graphique 25 du présent dossier) ; ce plan indiquera notamment l'implantation des accès, matériels, bungalows, aires de stockage des matériaux, ...

Pour toutes les entreprises, quel que soit l'ouvrage à réaliser, quatre semaines au moins avant le commencement de chaque tâche, il sera transmis sans dérogation et systématiquement :

- les notes de calculs complémentaires,
- les plans d'atelier chantier,
- les fiches techniques précisant les caractéristiques exactes des matériels et matériaux et les divers agréments,
- les cahiers des charges des procédés de construction non standard,
- les échantillons,
- le planning de commandes et d'approvisionnement,
- tous documents complémentaires à la réalisation des ouvrages

A la réception (dès le début des OPR) des travaux :

- le Dossier des Ouvrages Exécutés (voir contenu détaillé dans article 6.7 ci-après).

## **2.5. Assurances**

Toutes les entreprises et leurs sous-traitants doivent pouvoir justifier auprès du Maître d'Ouvrage, **pendant toute la durée des travaux**, de ses polices légales et réglementaires (responsabilité civile et décennale).

# **3. DÉLAIS – PLANNING - PHASAGE**

## **3.1. Organisation du chantier**

Les espaces dédiés aux approvisionnements, base de vie et stockages temporaires sont localisés sur le plan d'installation de chantier. La circulation des ambulances devra être maintenue, ainsi il a été décidé de séparer la zone d'installation de chantier en deux zones distinctes. Aucun stockage ni stationnement, même temporaire, ne sera toléré en dehors des zones définies sur le plan d'installation de chantier

L'emprise chantier ne permettra pas le stationnement des véhicules dans cette zone.

Les deux zones de chantier seront protégées par un portillon et un portail qui devront en permanence être maintenus fermés.

### **\* DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX :**

La totalité des travaux de cette opération devra être entièrement terminée dans un délai global maximum de **9 mois (y compris période de préparation de 1 mois, congés et réception)** à partir de la date fixée par l'ordre de service général d'ouverture du chantier.

Le cadre du planning joint au dossier d'offre est contractuel pour le délai global et les délais intermédiaires.

Les délais impartis englobent le repliement du matériel et le nettoyage des lieux.

Ils englobent également les périodes de congés payés. L'entrepreneur est tenu, pendant le cours du délai d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

L'ORGANISATION DU CHANTIER, DÉFINIE PAR LE LOT 00 LE P.G.C ET LES P.P.S.P.S. SERA VALIDÉE PAR L'ARCHITECTE, LE COORDONNATEUR, L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES ET LE MAITRE D'OUVRAGE LORS DES RÉUNIONS DE CHANTIER.

DE MÊME, L'AVANCEMENT DES TRAVAUX ET LEUR PROGRAMMATION, LE SUIVI DES SUPERPOSITIONS DE TÂCHES, LES CONFIRMATIONS DES PRIORITÉS, LE CHANTIER DANS SON ENSEMBLE, SERONT GÉRÉS ET PILOTÉS PAR L'ARCHITECTE (OPC) LORS DES RÉUNIONS DE CHANTIER HEBDOMADAIRES AUXQUELLES TOUTES LES ENTREPRISES SE DOIVENT D'ASSISTER SI ELLES SONT CONVOQUÉES.

Le cadre du planning joint au dossier de consultation servira de base à l'établissement des plannings particuliers détaillés d'exécution suite à la transmission en période de préparation chantier des délais détaillés par tâche des entreprises. Ces délais devront bien évidemment permettre de réaliser les travaux dans le cadre du planning global fourni au DCE. Ce planning détaillé sera notifié aux entreprises dès sa finalisation en fin de période de préparation chantier. A chaque modification notable, le planning sera notifié.

#### **4. RÉPARTITION DES LOTS**

Les travaux seront répartis en 09 lots :

- lot 01 – DEMOLITIONS GROS ŒUVRE
- lot 02 – MENUISERIES EXTERIEURES
- lot 03 – MENUISERIES INTERIEURES / MOBILIER
- lot 04 – CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX PLAFONDS
- lot 05 – SOLS SOUPLES / PEINTURE
- lot 06 : ELECTRICITÉ COURANTS FORTS ET FAIBLES ET SSI
- lot 07 : GENIE CLIMATIQUE
- lot 08 : PLOMBERIE SANITAIRES
- lot 09 : FLUIDES MEDICAUX

#### **5. PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES ET PERFORMANCES**

##### **5.1. Environnement de l'opération**

- situation : MONTPELLIER, dans le département de l'Hérault (34)
- altimétrie : ~41m NGF (sur le site du bâtiment)
- neige : région climatique B2 selon règle neige NV65 - 2009
- vent : zone 3 selon règle vent NV 65 - 2009, site normal



- séisme : zone de sismicité faible (2) selon réglementation parasismique en vigueur PS92 ou EUROCODE 8 (NF EN 1998)

## **5.2. Normes et règlements**

Les Entrepreneurs se référeront, pour tous les ouvrages décrits au CCTP, aux règlements de construction et aux normes françaises en vigueur à la date du marché.

Ils prendront en compte les spécifications du règlement sanitaire départemental et d'une façon générale, toutes prescriptions particulières applicables, **particulièrement celles des services du C.H.U.**, notamment pour les raccordements aux réseaux (eau, téléphone, électricité, chauffe gaz, égouts, etc.) et pour les services publics (distribution postale, ordures ménagères, etc.)

Dans l'ensemble de leur marché, les entrepreneurs devront tenir compte des documents suivants et se conformer à leurs stipulations sans restriction aucune :

- Rapport du contrôleur technique 'QUALICONSULT' joint au DCE,
- Textes législatifs et règlements en vigueur à la date de la signature des marchés dont les principaux sont répertoriés dans les volumes du R.E.E.F. mis à jour,
- Prescriptions, documents et règles de calcul des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.),
- Normes françaises publiées par l'Association Française de Normalisation A.F.N.O.R. applicables aux travaux de bâtiments,
- Cahier des prescriptions et des avis techniques du C.S.T.B. en l'absence de D.T.U., Normes U.T.E., APSAIRD, NF S, IT et marques U.S.E.,
- Règlements de la marque S.N.F.Q.,
- Spécifications techniques du cahier des charges C.S.T.B. et du label C.S.T.B.,
- Les prescriptions des A.T.E.C.,
- Cahier des charges des fabricants / fournisseurs,
- Rapports d'organisme agréé,
- Norme NF C15-100 et ses additifs,
- Norme NF C14-100 et ses additifs
- Loi n° 93-1418-31 décembre 1993
- Décret n° 94-1159-26 décembre 1994
- Les règles acoustiques et thermiques en vigueur,
- Les dispositions réglementaires concernant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, et notamment : Loi du 11 février 2005 et décret du 17 mai 2006 ; l'ensemble des locaux sera accessible aux personnes à mobilité réduite.

## **5.3. Hygiène et sécurité**

### **\* ORGANISATION DU CHANTIER EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ :**

Les dispositions en matière de sécurité et de protection de la santé sont conformes à la réglementation en vigueur.

Le coordonnateur a :

- rédigé le Plan Général de Coordination joint au présent dossier de consultation et tiendra le registre-journal de l'opération (archivage 5 ans)
- organise et contrôle l'accès au chantier
- organise et fait respecter la coordination
- reçoit et harmonise les P.P.S.P.S.
- constitue le D.I.U.O (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage)

L'organisation du chantier est définie par le Plan Général de Coordination (P.G.C.) joint au présent dossier.

Pour remettre leurs offres, les entreprises doivent tenir compte de l'application de l'ensemble des décrets et arrêtés.

L'entreprise doit :

- respecter les obligations de sécurité
- faire respecter les obligations de sécurité à ses sous-traitants
- faciliter l'intervention du coordonnateur
- rédiger le P.P.S.P.S. (archivage 5 ans) avant toute intervention sur site
- pour le gros-œuvre / le(s) lot(s) principal(aux), transmettre le P.P.S.P.S. à l'inspection du travail, à l'O.P.P.B.T.P. et à l'organisme de Sécurité Sociale.
- constituer le dossier de plans des ouvrages exécutés indiquant clairement toutes les caractéristiques des ouvrages exécutés et toutes les modalités éventuelles d'exploitation, d'entretien et de maintenance. L'ensemble de ces dossiers de plans sera collectionné par le coordonnateur qui en constituera ainsi le Dossier d'Intervention Ulérieur (D.I.U.). Ce dossier sera remis au Maître d'ouvrage et sera une pièce contractuelle des prestations des entreprises et du coordonnateur sécurité.

Conformément à l'article R 45.32.56 du Code du travail l'entrepreneur dispose d'un délai de trente jours à compter de la réception du marché signé par le Maître d'Ouvrage pour transmettre son P.P.S.P.S. La non-transmission de ce plan expose l'entrepreneur aux sanctions prévues par la loi.

De même, les entreprises doivent le jour de la réception de l'ouvrage transmettre leur dossier de plans constituant le D.I.U. La non-transmission de ces dossiers sera sanctionnée par les pénalités prévues au C.C.A.P.

#### \* ORGANISATION DU CHANTIER :

L'organisation du chantier est définie par le présent lot 00, le Plan Général de Coordination en matière d'hygiène et de protection de la santé (P.G.C.) joint au présent dossier. Elle sera précisée d'une manière détaillée lors de la période de préparation. Pendant toute la période des travaux et la fin de ceux-ci, les abords et accès seront nettoyés et débarrassés de toutes traces d'installation de chantier et les locaux seront livrés propres et prêts à être aménagés.

#### \* VOIE ENGINS :

Dans le cadre de leur offre, les entreprises devront prendre en compte l'ensemble des contraintes d'accès. Le stationnement des véhicules ne pourra se faire sur l'emprise du chantier.

Attention : le site est situé sur un site hospitalier.

### **5.4. Précisions sur les prescriptions et normes**

Toutes références à des marques ou noms de produits commerciaux ou labels ou certifications sont données à titre indicatif pour préciser un niveau de qualité technique et/ou un aspect. Cependant,

tout autre matériau(x) ou matériel(s) proposé(s) en équivalence(s) de qualité(s) technique(s) et/ou d'aspect(s) devra(ont) être soumis à l'acceptation du Maître d'Ouvrage et du Bureau de contrôle, sur présentations d'échantillons et de documentations techniques détaillées, dans le mois suivant la notification du marché (période de préparation).

De manière dérogatoire, le RPA peut imposer certaines marques, notamment pour des raisons techniques de compatibilité. Dans ce cas, le nom de la marque sera suivi de la mention «IMPERATIVEMENT».

Par ailleurs, conformément à l'article R. 2111-9 du Code de la Commande Publique, lorsqu'il est fait référence à une norme, soit cette norme a un caractère réglementaire et auquel cas son application est obligatoire, soit elle n'entre pas dans ce champ, et auquel cas une équivalence est admise, sous réserve que l'entreprise prouve le respect des exigences contenues dans cette norme par un autre biais et le soumette à l'avis du Maître d'Ouvrage et du Bureau de contrôle.

## **6. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### **6.1. Documents écrits ou graphiques**

Chaque Entrepreneur devra prendre connaissance du CCTP dans son intégralité, CCTP propre à son lot, mais également les CCTP des autres corps d'état, ainsi que le présent CCTP LOT 00 prescriptions communes.

Les plans et le CCTP se complètent réciproquement sans que les Entrepreneurs puissent faire état, d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile.

Ils devront prévoir dans leur prix le montant des travaux indispensables à la terminaison de tous les ouvrages des bâtiments dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le maître d'œuvre.

Les Entrepreneurs sont tenus de vérifier, avant toute exécution, les côtes indiquées aux dessins et de signaler au maître d'œuvre les erreurs qui pourraient être constatées.

Ils sont tenus de signaler par écrit au maître d'œuvre, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre le CCTP et les ouvrages à exécuter, et qui seraient de nature à nuire à la parfaite réalisation de leurs propres ouvrages.

**Il est précisé que la clause de priorité prévue au CCAP entre les plans et le CCTP n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au CCTP est formellement dû et vice versa.**

#### Ouvrages non décrits explicitement :

Le CCTP décrit l'essentiel des ouvrages dus par l'Entrepreneur. Même s'il ne définit pas dans le détail des ouvrages tels que façon de baies, de seuils, d'appuis de tableaux, linteaux, feuillures, rejingots, supports, joints, habillages, etc., ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres ainsi que tous ceux nécessaires à la parfaite finition des ouvrages.

La description des ouvrages s'appuie sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'Entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier, de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur tous les corps d'état.

## **6.2. Etudes et plans d'exécution**

Pour l'ensemble des lots, les études et plans d'exécution sont intégralement à la charge des entreprises.

Les plans d'exécution, les plans de préfabrication, ainsi que tout avis technique, fiche technique, procès-verbal de tous les ouvrages, demandés par la MOE ou par le bureau de contrôle ou par le CSPS ou par le MOA, sont à fournir par l'entreprise, dans un délai raisonnable et compatible avec le planning des travaux mais aussi des commandes et livraisons, et restent sous la responsabilité de l'entreprise, délai qui correspond à la période de préparation de chantier définie.

Les entreprises souhaitant amener des modifications, devront dans un premier temps expliquer à l'architecte les raisons de ces modifications ; si l'architecte accepte le principe de ces modifications/adaptations, alors les documents nécessaires à leur validation technique seront transmis à la maîtrise d'œuvre (TOGNELLA ARCHITECTES et BETSO) et au Bureau de Contrôle QUALICONSLT (dans la limite de ses missions) missionnés pour l'opération. Ces demandes et transmissions seront dans tous les cas, pour être recevables, compatibles avec le planning général et les plannings particuliers.

Ce dossier comprendra également un dossier de plans et détails explicitant de manière significative le mode de mise en œuvre des ouvrages à exécuter. L'architecte se réserve le droit de demander des compléments et des suppléments à ces détails.

Si l'adaptation ou modification est acceptée, les incidences financières TCE restent à la charge du demandeur.

Pour apprécier ces documents, le maître d'œuvre se réserve le droit de demander à l'entrepreneur la liste complète des matériaux, matériels, appareillages et fournitures diverses qu'il envisage d'utiliser pour l'exécution des travaux avec les caractéristiques techniques détaillées et l'adresse des fabricants et constructeurs retenus pour chacun des matériaux et matériels.

Ces modifications doivent enfin être validées par le Maître d'Ouvrage, par la présentation de la modification jugée acceptable par la Maîtrise d'œuvre.

Les notes de calcul et plans, les fiches techniques et tout document demandé et nécessaire, sont établis au plus tard 4 semaines avant le démarrage des travaux correspondants à la tâche, sous la direction du maître d'œuvre. Ils seront diffusés préférentiellement par mail sous format .dwg et sur support papiers pour modifications ou adaptations. Après modifications éventuelles et agrément du maître d'œuvre, les différents plans seront reproduits, par les Entreprises, en autant d'exemplaires que nécessaire, notamment pour diffusion aux autres Entrepreneurs concernés.

Chaque entreprise aura de même à sa charge la constitution d'un dossier présentant les matériaux qu'il propose de mettre en œuvre assortis de leurs fiches techniques. Ce dossier sera soumis à l'architecte et au bureau de contrôle du projet pour validation de leur compatibilité avec les exigences techniques inhérentes au projet, et ce préférentiellement dans la période de préparation.

Ces pièces d'exécution sont à intégrer dans la proposition de prix de l'entrepreneur qui ne pourra prétendre ultérieurement à aucune plus-value en ce qui concerne ce dossier.

La réalisation de ce dossier sera faite en temps voulu pour acceptation de l'architecte et du bureau d'études qui en doivent le VISA.

En aucune manière, l'établissement de ce dossier ne retardera le déroulement du planning contractuel mis en place.

### **6.3. Plans de réservation**

Toutes les entreprises devront dans le cadre de la préparation de chantier (après l'Ordre de Service général) la fourniture de tous leurs plans de réservations cotés en X Y et Z sur tous les niveaux, et chronologiquement, **sachant que :**

- **les réservations/perçements inférieure au diamètre 125 mm sont à la charge de chaque corps d'état et réalisées uniquement par carottage à eau avec trépan impérativement.**

- **pour les réservations demandées par tous les corps d'état durant la période de préparation, et dont la dimension en surface sera supérieure à 10 % de la surface nécessaire à la traversée de la paroi (verticale ou horizontale) le rebouchage est à la charge du lot concerné**

- **pour les réservations demandées et réalisées qui seront inutiles, le rebouchage est à la charge du lot concerné**

- **pour les réservations nécessaires qui ne figureront pas sur les plans demandés dans le premier mois de préparation, leur réalisation est intégralement à la charge du lot concerné, y compris rebouchage**

Ces plans de réservations indiqueront de même tous les éléments à incorporer dans les ouvrages : il s'agit par exemple des éléments scellés dans les ouvrages de structure, des renforts à intégrer dans les cloisons à ossatures type PLACOSTIL ou équivalent technique, les câbles d'alimentation à insérer dans les profils des menuiseries, etc.

Ces plans de réservation et d'insertions seront transmis sous format DWG sur la base :

- des plans structure établis et transmis par TOGNELLA ARCHITECTES 2Ai pour les tous les lots techniques bâtiment,
- des plans architecte pour les lots architecturaux.

### **6.4. Limites de prestations (interface entre corps d'état)**

Sauf spécifications contraires apportées au titre même du CCTP correspondant à chaque lot, les clauses suivantes sont applicables :

#### **\* INSTALLATION DE CHANTIER :**

L'installation de chantier (branchements réseaux, plateformes et baraquements...) est à la charge du lot n°01 – G.O. Le PIC est fourni au DCE et doit être respecté et pris en compte dans l'offre de tous les corps d'état.

#### **\* PERCEMENTS RÉSERVATIONS :**

Chaque entreprise doit les percements, et tous les rebouchages qui lui sont nécessaires dans tous les ouvrages de maçonnerie ou de béton armé de section inférieure au diamètre 125mm. Ces percements seront réalisés mécaniquement avec des outils permettant des interventions "propres" par carottage avec trépan à eau ou perçage pour les diamètres inférieurs à 50 mm

Les matériaux utilisés pour les rebouchages permettront dans tous les cas de maintenir les caractéristiques mécaniques et de résistance au feu des parois traversées.

Dans tous les cas, la fixation, les fourreaux et protections nécessaires sont à la charge des entreprises concernées par ces ouvrages.

Fixations : chaque entreprise doit les moyens de fixation de ces ouvrages.

Dans les ouvrages de structure maçonnerie ou BA.

À la demande des entreprises de corps d'état secondaires, le marché du lot gros-œuvre prévoit les réservations nécessaires et scellements des éléments qui seront réalisés suivant les plans réalisés par les entreprises concernées durant la période de préparation, le rebouchage étant à la charge du lot gros-œuvre dans les limites de l'article 6.3.

A défaut, ces scellements seront réalisés par le lot gros-œuvre, mais à la charge du lot concerné. Les charges induites par ces fixations seront précisées sur les plans de réservation que doit l'entreprise concernée. Les renforts de structure étant à la charge du lot gros-œuvre.

Dans les ouvrages plâtre et assimilés.

Les fixations, percements, nécessaires à la mise en œuvre des ouvrages sont à la charge de chaque corps d'état concerné. Les renforts dans les ouvrages de plâtrerie seront mis en place par le lot plâtrerie suivant les plans des entreprises concernées fournis en temps voulu. C'est le lot plâtrerie qui fournira les éléments bois madriers d'épaisseur identique aux rails de la cloison dans laquelle ces renforts s'insèrent. Ces madriers auront une hauteur de 110 cm pour les fixations basses et de 200 cm pour les fixations hautes

Les réservations et toutes les sujétions de chevêtres et de renforts, pour insertions des ouvrages tels que les grilles de désenfumage et d'entrée d'air neuf sont à la charge du lot 7 Cloisons / doublages / faux plafonds.

Dans les faux-plafonds démontables ou non démontables.

Les percements ou calepinages seront réalisés par le lot 4 Cloisons / doublages / faux plafonds., suivant les indications et plans fournis en temps voulu par les plans entreprises concernées. Tous les renforts et chevêtres nécessaires sont à la charge du lot 4 Cloisons / doublages / faux plafonds.

La pose des appareillages sont à la charge de chaque lot concerné avec l'agrément du lot 4 Cloisons / doublages / faux plafonds en ce qui concerne les surcharges.

**6.5. Echantillons – Prototypes – Témoins**

L'entrepreneur devra présenter un échantillonnage complet des matériaux utilisés.

Les essais seront effectués par un laboratoire ou un centre d'essais spécialisé agréé par le maître d'œuvre et à la charge de l'Entreprise.

Exceptionnellement, ce dernier pourra dispenser l'entrepreneur de ces essais s'il peut produire, en même temps que leur présentation, des résultats d'essais récents des mêmes produits, effectués pour une autre opération mais dans les mêmes conditions que cela est précisé ci-dessus.

**6.6. Modification des prestations en cours d'exécution**

Aucune modification au projet ne pourra être apportée en cours d'exécution sans l'autorisation expresse du Maître d'Ouvrage et du maître d'œuvre, les frais résultants des changements non autorisés et toutes leurs conséquences ainsi que tout travail supplémentaire exécuté sans écrit, seront à la charge de l'entreprise

Toutes interventions involontaires ou du fait des travaux devront faire l'objet d'une concertation avec le Maître d'Ouvrage et le maître d'œuvre, et seront à la charge exclusive de l'Entreprise.

### **6.7. Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)**

Préalablement à la réception définitive, les Entrepreneurs doivent remettre au maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage, les plans de récolement des ouvrages qui sont à leur charge, ainsi que l'ensemble des fiches techniques de produits mis en œuvre avec leurs caractéristiques, et emplacements en :

- 6 exemplaires papier (3 MOA + 1 QUALICONSLUT CT + 1 APAVE CSPS + 1 MOE)
- Sur support physique numérique en 3 exemplaires pour le pour le maître d'ouvrage, 1 exemplaire pour le CSPS, 1 exemplaire pour le Bureau de Contrôle et 1 exemplaire pour la Maitrise d'Œuvre, l'ensemble des fichiers informatiques sous format .RVT ou .DXF ou .DWG + format .PDF (construits à partir du fond de plan géomètre joint au dossier), accompagnés des notices techniques d'utilisation, de conduite, d'entretien, et la nomenclature des appareillages mis en œuvre dans les installations avec mention de leur marque, de leur type, référence, plans de repérage des équipements et matériaux, pour constituer le dossier d'archives et de maintenance.

Devront également être joints à ces dossiers, les divers certificats de conformité technique et procès-verbaux d'essais relatifs aux matériaux, matériels et installations : résistance au feu, isolation acoustique, isolation thermique, normes NF, spécifications UTE, Consuel, classements et labels, essais COPREC, etc, ou équivalent technique.

Ces dossiers devront être fournis au plus tard au 1<sup>er</sup> jour des OPR. Dans le cas contraire, des retenues seront appliquées à l'entreprise.

## **7. CONTRÔLES ET ESSAIS**

### **7.1. Contrôleur technique**

En application de la Loi du 4 Janvier 1978, le Maître d'Ouvrage fait appel à un organisme spécialisé désigné sous le terme général de "Contrôleur Technique" qui est QUALICONSLUT.

L'entrepreneur est tenu de soumettre au Contrôleur Technique, avant exécution, ses plans, études et calculs, et de se conformer pendant l'exécution des travaux aux observations et recommandations de celui-ci.

L'entrepreneur est tenu de laisser à tout moment le représentant du Contrôleur Technique pénétrer sur le chantier, le visiter et lui permettre tous contrôles, prélèvements d'échantillons, examens de plans, etc.

Le contrôleur technique ne sera sollicité que dans la limite de ses missions (voir CCAP).

### **7.2. Auto-contrôle des entreprises**

Les entreprises définiront le programme de contrôle interne (ou auto-contrôle) en précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect et indiqueront le nom de la personne qui sera chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre. Ce programme devra être approuvé par le Contrôleur Technique.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- concernant les fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'Entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché,

- s'agissant du stockage, l'entrepreneur s'assurera que les fournitures sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques, sont convenablement protégées,
- concernant l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, aux étapes de conception de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécutés par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations,
- en ce qui concerne la fabrication et la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux DTU ou aux Règles de l'Art,
- l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le DTU et les règles professionnelles, les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites, ou demandées par le Contrôleur Technique, le maître d'œuvre, le Coordinateur SSI, ou un Service Administratif (Hygiène, Sécurité)

Les essais et vérifications porteront sur :

- la mesure des performances,
- le respect des normes et règlements de sécurité,
- la vérification de la conformité des matériels aux prescriptions,
- la qualité du matériel.

**En ce qui concerne plus particulièrement la mise en service et les essais des installations techniques (lots électricité, plomberie, CVC, désenfumage), tous les équipements seront mis en fonctionnement continu pendant une semaine calendaire, au bout de laquelle la MOE attestera du bon état de marche si aucun dysfonctionnement n'est intervenu pendant cette période.**

#### \* PROTECTION AVANT LIVRAISON :

Pour tous les ouvrages, pour tous les corps d'état, les entreprises restent responsables de la qualité et de la finition de leurs ouvrages jusqu'à la réception des travaux. A ce titre, les titulaires des marchés doivent prendre toutes les dispositions pour protéger et garantir leur ouvrages réalisés ou mis en œuvre jusqu'à la réception des ouvrages (après levée de réserves éventuelles).

Il est entendu par garanties, toutes mesures à la charge des entreprises pour protéger leurs ouvrages de dégradations courantes et non intentionnelles : protections mécaniques, films, peintures, enrobages, signalisations, etc...

En cas de dégradation, il sera fait application des dispositions mentionnées à l'article « dépenses d'entretien » du présent document.

Les natures des protections seront définies dans les offres des entreprises et dans leurs mémoires techniques.

Ces dispositions seront chronologiquement, qualitativement et collectivement confirmées lors des réunions de chantier.

Cette communication transversale entre les différents acteurs ayant pour but de responsabiliser tous les intervenants dans l'idée d'un respect mutuel du travail de chacun pour un résultat optimum pour le maître d'ouvrage.

#### \* RÉCEPTION DES SUPPORTS :

Les réceptions des supports participent activement et concrètement à la chronologie des interventions et au respect des prescriptions universelles et réglementaires d'exécution des ouvrages.

Ces réceptions sont « le passage de témoin » d'une nature d'ouvrage à l'autre. Elles constituent une excellente garantie pour une finition parfaite des ouvrages.



Ces réceptions interviendront à chaque intervention successive entre les corps d'état, elles seront organisées par les entrepreneurs selon le planning de l'architecte de façon contradictoire pour éviter par anticipation tous litiges entre entreprises titulaires. La MOE pourra participer à ces réceptions de support.

Les réceptions seront validées par les titulaires des marchés, et tous les intervenants de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage. Elles concernent tous les marchés, toutes les entreprises, tous les corps d'état sans restriction.

En cas de différents, l'architecte et le bureau de contrôle arbitreront en s'appuyant sur les textes réglementaires applicables à la nature d'ouvrage (tolérance des DTU notamment, et CCTP du DCE).

### **Essais et contrôles dans le cadre des assurances des ouvrages**

Afin de prévenir les aléas découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'Entreprise devra effectuer au minimum avant réception les essais et vérifications figurant sur la liste établie par le COPREC en accord avec les assureurs dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Cette liste est donnée dans le document spécifique COPREC N°1 publié dans le Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment N° 5954 du 6 novembre 1998.

Les résultats seront transcrits sur des procès-verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document technique COPREC N°2 de la même édition du Moniteur.

Les procès-verbaux types des essais devront être adressés par les Entrepreneurs concernés au Contrôleur Technique en temps voulu pour que ce dernier puisse établir avant la réception, dans le cadre de sa mission, son rapport de fin de travaux destiné au Maître d'Ouvrage et aux Assureurs.

### **Essais et contrôles dans le cadre de la prévention contre les risques de légionnelles**

Purge des réseaux systématique après toutes mises en eau pour essais, tests réglementaires.

### **Essais et contrôles dans le cadre de la coordination SSI**

L'entreprise devra prendre toutes les dispositions pour procéder avant la réception des travaux aux essais du système de sécurité incendie, sous la direction du Coordinateur SSI.

## **8. INSTALLATIONS ET NETTOYAGE**

Les entrepreneurs devront se renseigner auprès du Maître d'œuvre et/ou du Maître d'ouvrage pour tous les points qui leur sembleraient douteux ou incomplets. Les informations ou sujétions complémentaires émanant de l'entreprise concernant les travaux devront être jointes à l'offre de l'entreprise.

### **8.1. Installation**

#### **\* REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX :**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard sur le repliement des installations, les pénalités de retard prévues au CCAP seront appliquées.

#### **\* IMPLANTATION DES OUVRAGES :**

A la charge des entreprises, les implantations et piquetages de tous les ouvrages, en X Y et Z seront effectués à la diligence et aux frais de chaque entreprise par un géomètre expert agréé ; ce piquetage sera assuré durant toute la durée du chantier.

#### **\* PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER :**

Il sera établi par l'entreprise du lot 01 Gros-œuvre. Un modèle est fourni dans le DCE par la Maîtrise d'œuvre. Ce plan sera complètement renseigné, et établi selon le principe défini au P.G.C.

Une attention particulière sera portée par tous les corps d'état sur les prescriptions de phasage et d'installation de chantier prévues sont à respecter strictement

Il sera validé par l'ensemble des entreprises et sera soumis à l'accord du coordonnateur S.P.S et au visa du maître d'œuvre.

#### **\* ORGANISATION, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DES CHANTIERS :**

Chaque entrepreneur veillera aux dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité conformément à la loi et aux règlements.

L'entreprise du lot Gros-œuvre est chargée des démarches, autorisations et sujétions liées à l'utilisation du domaine public.

Elle garantit le Maître d'Ouvrage de toute responsabilité de ce dernier à l'occasion d'une réclamation des services de la Voirie municipale, ou de tout incident relatif à la circulation et à l'état des voies. L'emploi des explosifs est interdit.

#### **\* PANNEAU DE CHANTIER :**

Un panneau de chantier positionné à l'entrée principale du chantier, sous la forme d'un panneau : de dimensions 2 m x 3m, indiquant la dénomination de l'opération, le numéro du PC, les différents intervenants de Maîtrise d'ouvrage / Maîtrise d'œuvre, Bureau de contrôle, C.S.P.S., et les entreprises.

L'entreprise titulaire du lot G.O. du présent marché a la charge de ce panneau. Il sera conforme à la maquette transmise par l'architecte au début de la période de préparation. Les sous-traitants non-connus au démarrage du chantier, devront être ajoutés sur le panneau pendant le chantier.

#### **\* INSTALLATIONS GÉNÉRALES DE CHANTIER :**

Implantation suivant proposition du titulaire « Gros œuvre » approuvée par le Maître d'œuvre et le coordonnateur.

**Tous les branchements aux différents réseaux seront indépendants et munis de compteurs.**

Les branchements seront réalisés avant le démarrage des travaux.

Le projet des installations de chantier établi par le Titulaire « Gros œuvre », sur la base des renseignements fournis par les différentes entreprises intervenantes indiquera, notamment :

- le mode d'implantation des locaux pour le personnel, et de leurs accès,
- leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité, d'assainissement,
- leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les installations d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Le Titulaire « Gros œuvre », devra concevoir et réaliser des installations conformes aux dispositions réglementaires, aux dispositions contractuelles spécifiées au C.C.A.P., ainsi qu'aux exigences minimales ci-après :

- L'ensemble des locaux devra être implanté en dehors du périmètre d'influence ou de risques notamment des zones d'activité
  - Zone d'évolution d'éventuels appareils de levage,
  - Zone d'évolution ou de circulation de production,
  - Zone de dépôt ou de stockage de matériaux ou matériel.
- les locaux devront être isolés pour tenir compte des données climatiques régionales.

**L'attention des entreprises est attirée sur les modifications apportées par le décret n° 95-607 du 6 mai 1995 au décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 concernant la mise à disposition des installations collectives.**

\* CLÔTURE DE CHANTIER :

Préalablement au démarrage des travaux et à la mise en place de l'installation de chantier due par le lot G.O. du présent marché, le titulaire du lot GO fournira et mettra en place des clôtures de chantier destinées à rester en place jusqu'à la fin des travaux de construction.

Ces clôtures comporteront un portail et un portillon d'accès et seront composées de clôtures en panneaux pleins occultants, contreventées, et lestées, et portails assortis fermé par un cadenas à code.

Ces clôtures seront déposées par le lot GO en fin de chantier de construction.

Le titulaire « G.O. » du présent marché devra entretenir cette clôture pendant toute la durée du chantier, notamment pour en assurer l'herméticité.

Le portail compris dans ces clôtures sera à deux vantaux, d'une largeur de 4m minimum ; il définira le point d'entrée et de sortie du chantier. Sa fermeture sera effective avec des cadenas et des crémones pour être parfaitement fermés.

Les travaux étant exécutés en site occupé, le portail et le portillon devront être maintenus fermés en permanence. En cas de non-respect de cette règle, le CSPS, MOA ou MOE pourront ordonner avec effet immédiat et aux frais des entreprises la mise en place d'un portail coulissant motorisé à fermeture automatique.

Sur l'ensemble des clôtures, tous les dix mètres seront disposés des panneaux :

**CHANTIER INTERDIT  
AU PUBLIC**

Chaque entreprise mettra en place et entretiendra, à l'intérieur de l'emprise, le cas échéant des clôtures nécessaires à la préservation de ses matériels et matériaux de chantier sur les zones de stockage présentant des risques.

Si des panneaux de clôture supplémentaires ou des barrières sont nécessaires pour clôturer le chantier et/ou identifier les accès aménagés, sécuriser les zones présentant des risques de chute, etc., le titulaire « G.O. » en assurera la fourniture, la pose, et l'entretien pendant toute la durée du chantier.

### **8.1. Contrôle des accès / Conditions d'accès au site :**

La liste du personnel de toutes les entreprises, compris sous-traitants, devra être tenue à jour en permanence et disponible sur le chantier : **actualisation à la charge de chaque titulaire avant 10 heures chaque jour.**

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et les entreprises établiront, tiendront à jour et communiqueront au Coordonnateur la liste des personnes habilitées à pénétrer sur le chantier car informées des consignes de sécurité et de l'état d'avancement du chantier.

**Toute autre personne ne pourra pénétrer sur le chantier sans être accompagnée par une des personnes habilitées au titre des listes citées ci-dessus.**

### **8.2. Remblais voies stockage**

**Zones et conditions de stockage, conditions d'enlèvement des matériaux, déchets, décombres, gravats, notamment ceux présentant un risque particulier :**

La délimitation et l'aménagement des circulations, des voies d'engins et d'accès, des zones d'évolution, du positionnement des bennes, des zones de stockage seront au préalable discutés avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre ; ils seront portés sur le plan d'organisation générale du chantier établi par l'entreprise de G.O. pendant la période de préparation.

Pour l'installation générale du chantier, le lot GROS ŒUVRE doit :

- Si nécessaire, le décapage pour enlever les terres végétales, les buissons, et les arbres gênant l'installation de chantier, y compris l'évacuation des déblais et décombres aux décharges agréées,
- Si nécessaire, la réalisation des rampes d'accès en remblais compactés sur une épaisseur définie par les existants
- La réalisation des zones de stockage des bennes en remblais si nécessaire

Le nettoyage des chantiers "intérieur et "extérieur", le tri et l'évacuation des déchets seront effectués quotidiennement par chaque entreprise.

**Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés :**

Toute entrée sur le chantier de substance ou préparation dangereuse (inflammable, toxique, explosive) doit être prévue au P.P.S.P.S.

Chaque entreprise définit dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) qui la concernent et indique le lieu de traitement (produits et procédures).

**Produits pétroliers :**

Le stockage des Hydrocarbures est interdit en dehors des zones spécialement aménagées suivant les réglementations et recommandations existantes.

**8.3. Gestion des déchets**

La gestion de déchets de chantier est réglementée et en particulier soumise à la loi du n°2020-1817 du 29 décembre 2020.

Tous les déchets doivent être dans la mesure du possible recyclés ou retraités, seuls les déchets ultimes pouvant être envoyés dans une décharge.

Les déchets de chantier doivent être triés et classés à minima en 3 types :

<b>Déchets inertes (matériaux primaires stables)</b>	<b>Déchets industriels Banals (DIB)</b>	<b>Déchets industriels Spéciaux (DIS)</b>
Décharge de classe 3	Décharge de classe 2	Décharge de classe 1
Terres et pierres	Bétons légers et placoplâtres	Amiante libre et dans isolants
Bétons armés et non armés	Métaux et alliages, fers à béton	Bois traités
Parpaing et briques	Quincailleries, Serrureries	Peintures, vernis, solvants
Carrelages et faïences	Verres spéciaux (teintés, armés..)	Goudrons et dérivés
Ardoises	Bois non traités	Huiles et suies
Verres ordinaires	Plastiques, Caoutchouc, PVC	Certaines colles et mastics
Laines minérales	Polystyrènes	Agents chimiques (ignifuges, pesticides...)
Matériaux de démolition mélangés sans plâtres	Moquettes	Tubes fluos, piles, accumulateurs
Gypses et plâtres	Fibres organiques	Matériels souillés (pinceaux, brosses, filtres, masques ...)
Fibrociments	Colles et mastics à l'eau	Emballages souillés
	Produits en mélange sans DIS	
	Emballages non souillés	

Les lieux de décharges sont indiqués dans :

- le plan départemental de traitement et de stockage des déchets pour les déchets courants (inertes ou DIB)
- le plan régional pour les déchets dangereux (DIS)

L'acheminement des déchets se fera par chaque entreprise depuis la zone de travail jusqu'aux bennes mises à disposition par le lot 01 GO.

La répartition de la gestion sera la suivante :

- Mise en place des bennes : Lot 01 GO
- Identification claire du type de déchets à mettre dans les bennes : Lot 01 GO
- Acheminement des déchets des zones chantier jusqu'aux bennes : Toutes les entreprises
- Nettoyage quotidien de chantier : Toutes les entreprises
- Nettoyage des abords des bennes de chantier : Lot 01 GO
- Organisation des rotations de benne : Lot 01 GO
- Fourniture des bons de traitement des déchets au CSPS – MOA – MOE : Lot 01 GO

-Frais de traitement des déchets : Toutes les entreprises, facturé dans le cadre du compte prorata géré par le lot GO

Les dispositions prévues pour contrôle de l'enlèvement des déchets, à la charge du lot n°01, sont les suivantes :

- Effectuer le contrôle et le suivi de l'ensemble de ces dispositions,
- Fournir un mode opératoire prévisionnel lors de la remise de son offre, et le mode opératoire détaillé lors de la préparation de chantier,
- Fournir et mettre en place des bennes à disposition de l'ensemble des entreprises,
- Evacuer l'ensemble des déchets vers les filières de traitement appropriées.

Au cas où les dispositions prévues ne seraient pas réalisées, les prestations seront réalisées par un tiers à la demande du Maître d'Œuvre, aux frais des Entrepreneurs fautifs, après lettre de mise en demeure.

*Nota : le chantier étant situé dans un site en fonctionnement, il ne sera pas possible de mettre en place en simultanée les 3 bennes de tri sélectif. La benne de Déchets Industriel Spéciaux devra être maintenue en permanence. En fonction du type de travaux générés, la seconde benne sera dédiée soit aux Déchets Inertes, soit aux Déchets Industriels Banals. Ces dispositions devront être présentés au CSPS et à la MOE au moins 5 jours ouvrés avant mise en place pour validation préalable.*

Le nettoyage et l'enlèvement des gravois et/ou déchets (emballages, cartons, chutes, excédents, etc.) du chantier sera réalisé quotidiennement par chaque entreprise.

#### **8.4. Nuisances sonores**

Les entreprises seront tenues d'utiliser des procédés et des machines réduisant le bruit, compte tenu de l'occupation du site. La réglementation du 18 avril 1995 - décret 95-408 est applicable et le suivi en est assuré par la police municipale : cette réglementation prévoit que durant les heures de chantier (le jour de 7 h à 22 h) le niveau sonore résultant de l'activité du chantier ne devra pas dépasser de 5 dB(A) le niveau résiduel ambiant.

Pour parvenir à cet objectif, les entreprises utiliseront les moyens suivants :

- Coffrages vissés.
- Aiguilles de vibrage non bruyantes.
- Matériel de chantier agréé CEE (mars 1986) et FRANCE (avril 1972), capotage à prévoir dans certains cas. Niveau sonore maxi du matériel : 80 dB(A) à 10 m de l'engin.
- Choix judicieux de la position de la centrale à béton.
- Réservations bien positionnées évitant de percer le béton.
- Choix des périodes bruyantes.

Une réunion préalable d'information sera réalisée pour déterminer les procédés, les horaires et les lieux permettant de réduire le bruit.

Des mesures de bruit seront réalisées in situ.

#### **8.5. Gardiennage / fermeture chantier**

Le chantier se trouve en site occupé (hôpital) ; le chantier n'ayant pas d'accès direct sur le domaine public, aucun gardiennage n'est prévu. Cependant, il est formellement demandé et

imposé la fermeture en permanence du portail et du portillon dans les clôtures de chantier,

La fermeture des portails est à la charge du lot gros œuvre tant qu'il est présent quotidiennement sur le site.

La gestion de la fermeture des bâtiments interviendra dès la pose des menuiseries extérieures.

C'est le lot cloisons/doublages/faux-plafonds qui prendra le relais pour la fermeture du chantier et des bâtiments, puis le lot Electricité, enfin le lot sols/peinture.

### **8.6. Chauffage**

En tant que de besoin, le chauffage des locaux sera assuré au moyen d'aérothermes de chantier et complété par des déshumidificateurs :

- à la charge du lot CLOISONS/DOUBLAGES/FAUX-PLAFONDS pour permettre la réalisation des joints et divers enduits de finition
- à la charge du lot 5 pour la réalisation des travaux de préparation des supports puis des couches d'impression et de finition des ouvrages
- à la charge du lot 5 pour les travaux préparatoires (ragréages, ponçage, etc....) et la pose des revêtements de sols.

### **8.7. Ouvrages témoins**

Sans objet

### **8.8. Dépenses / Compte Prorata**

#### **\* RÉPARTITION DES TRAVAUX COMMUNS :**

Pendant la période de préparation, une CONVENTION INTER-ENTREPRISES sera préparée par l'entrepreneur du lot n°01 : GROS ŒUVRE et conclue avec l'ensemble des entreprises.

Cette convention sera communiquée au maître d'œuvre pour information.

Le comité de gestion désignera le gestionnaire du compte prorata. A défaut le titulaire du lot n°01 : GROS ŒUVRE gérera l'ensemble des dépenses et des tâches qui incombent au compte prorata et aux comptes interentreprises.

La répartition des dépenses liée aux travaux communs est différente selon qu'il s'agit de dépenses d'investissements, d'entretien ou de consommation.

#### **\* DÉPENSES D'INVESTISSEMENT :**

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la liste ci-après sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu avec chaque entrepreneur qui est chargé de l'exécution d'un lot :

Lot n°01 : GROS ŒUVRE devra, outre ses propres installations de chantier définies au PGC, les prestations suivantes pendant toute la durée du chantier.

- Si nécessaire, après décapage, réalisation en remblais des zones d'installation, de stockage des déchets, et voies de dessertes du chantier.
- Etablissement du panneau de chantier selon directives du Maître d'œuvre.

- Démarches éventuelles vers les concessionnaires et/ou les services techniques du C.H.U pour les raccordements électriques, eau potable, eaux usées et eaux pluviales
- Clôtures de chantier, compris portails suivant plan d'organisation à définir et spécifications du C.C.T.P et P.G.C.
- Pour la base de vie :
  - 1 bungalow réfectoire / vestiaire / salle de réunion
  - 1 bungalow sanitaires
  - Le lot GO devra assurer pendant toute la durée du chantier que ces locaux soient éclairés, chauffés, meublés, et nettoyés régulièrement.
  - Equipements, grandes tables avec chaises en nombre suffisant, armoires fermant à clé, et tout matériel mobile (micro-ondes, réfrigérateur,...)
- Pour l'électricité de chantier : Charge au lot électricité
- Alimentation en eau potable pour les travaux et les besoins en eau potable pour les intervenants : Charge au lot plomberie
- Réseau de distribution d'eau potable réparti harmonieusement sur le site, avec vannes d'isolement par circuit, ce réseau évoluera en fonction de l'avancement du chantier.

#### Lot n°02 : Menuiseries extérieures

Dans le cas où les menuiseries extérieures ne seraient pas posées aux dates prévues par le planning, ou posées mais de manière incomplète (sans les vitrages), le présent lot doit la fermeture provisoire des ouvertures afin de réaliser le hors d'eau provisoire et permettre aux autres corps d'état de poursuivre leurs travaux, sans retarder le planning. Dans le cas où le présent lot ne poserait ni les ouvrages définitifs, ni les ouvrages provisoires précités, le MOE pourra demander à un autre corps d'état de poser des ouvrages provisoires dont le montant sera retenu au présent lot, suite à un simple constat sur le PV chantier hebdomadaire. Ces ouvrages provisoires seraient constitués de polyane épais quadrillé fixé de manière pérenne aux façades par clouage/agrafage.

#### Lot n°03: Menuiseries intérieures et mobilier

Fourniture des blocs portes, serrurerie, quincaillerie, canons provisoires avec jeux de cinq clefs pour serrures de chantier de toutes les portes nécessaires pour la bonne réalisation du chantier.

#### Lot n°05 : Peinture / revêtements de sols souples

Réalisation du nettoyage de livraison et de mise en service.

#### Lot n°06: Electricité / CFO / Cfa

- Fourniture du tableau général de chantier, compris raccordement sur installation existante
  - Fourniture, pose et raccordement sur tableau général, de 2 coffrets de chantier,
  - Fourniture, pose et raccordement de l'éclairage de chantier intérieur et extérieur,
  - Fourniture, pose et raccordement de l'éclairage de sécurité, avec tous dispositifs de sécurité et Protection,
  - Mise à la terre de la distribution électrique du chantier,
  - Dépose, déplacement définitif ou provisoire des appareillages et équipements selon le phasage des travaux et/ou les besoins de chantier :
- Pour la base de vie : le lot électricité devra assurer l'éclairage et le chauffage

#### Lot n°08: Plomberie / Sanitaires



- Dépose, déplacement définitif ou provisoire des appareillages et équipements selon le phasage des travaux et/ou les besoins de chantier.
- Fourniture et installation des équipements sanitaires mis à disposition des entreprises (cantonnement de chantier suivant besoins réglementaires, PGC, et PIC) et de la direction du chantier

**NB : prendre en compte le PGC et les remarques du CSPS concernant les équipements de sécurité par lot dans votre offre.**

\* DEPENSES D'ENTRETIEN :

Pour le nettoyage du chantier :

- Un tri sélectif sera mis en place sur le chantier sous la forme de bennes. La mise en place et les dépenses de location sont à la charge du lot GROS ŒUVRE, les dépenses d'évacuation et de traitement des déchets sont réparties entre entreprise par le compte prorata.
- Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée.
- Chaque entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais et de leurs transports dans les bennes mises en place, pour les déchets spécifiques n'étant pas pris en compte par le tri sélectif du chantier, chaque entreprise doit la collecte et l'évacuation aux décharges publiques de ses déchets
- Chaque entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.
- Ménages hebdomadaires des locaux de chantier et salles de réunions.

Font l'objet d'une répartition proportionnelle **(compte prorata ou nombre d'entreprise concernées suivant l'arbitrage de l'architecte, sans contestations possibles des entreprises)** dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- Les charges temporaires de voirie et de police.
- L'éclairage, le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que la signalisation extérieure.
- Les frais de fermetures provisoires du (des) bâtiment(s).
- Les frais de remise en état des réseaux d'eau et d'électricité détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.
- Les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
  - . L'auteur des dégradations ou des détournements ne peut être découvert.
  - . Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'Entrepreneur d'un lot déterminé.
  - . La responsabilité de l'auteur insolvable n'est pas couverte par un tiers.
- Le nettoyage du chantier sur ordre du Maître d'œuvre en cas d'insuffisance.
- Les frais de remise en état ou mise à jour des panneaux du chantier.
- La maintenance des protections collectives
- Les frais de gestion du compte prorata et secrétariat correspondant.

Le gestionnaire du compte prorata procédera au règlement des dépenses correspondantes mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectuera en fin de chantier la répartition des dites dépenses proportionnellement au montant du décompte final de chaque entreprise.

### **8.9. Quantités**

Il appartient à l'entrepreneur d'évaluer les quantités, les sections et d'exécuter les travaux sans aucune plus-value, certains postes sont à évaluer par les entreprises à la lecture du projet dans le site.

**Il s'appuiera à cet effet sur le cadre estimatif joint. Ce cadre est indicatif. Seule la description des ouvrages du présent C.C.T.P. est contractuelle en ce qui concerne les travaux à réaliser. L'entrepreneur devra déterminer lui-même ses quantités pour donner le coût des travaux à réaliser.**

**Le présent dossier intègre des CDPGF, pour être recevable, l'offre de l'entreprise doit être établie exactement en suivant ces CDPGF qui sont transmis en EXCELL.**

**Seules les offres établies suivant ces CDPGF pourront être analysées, et cette ventilation de l'offre est aussi une donnée administrative et comptable pour l'établissement des situations de travaux durant tout le chantier**

### **8.10. Matériaux**

Dans les C.C.T.P., la marque des différents matériels et matériaux est donnée, soit :

- 1) Sous forme d'une marque imposée IMPERATIVEMENT pour des raisons impérieuses (homogénéité du matériel dans le cadre de l'exploitation maintenance obligatoire ou exclusivité matériel compatible),
- 2) Sous forme "tel type de telle marque" ou techniquement et qualitativement équivalent.

Dans ce dernier cas, la marque précisée est donnée à titre indicatif pour qualifier et illustrer les qualités, caractéristiques, encombrements, formes souhaitées et comme base de prix. Cependant, c'est bien cette description qui est réputée dans tous les cas être ce que doit l'entreprise contractuellement. La possibilité de changer ou de déroger n'est pas acquise de fait.

**L'entrepreneur présentera une offre conforme au CCTP, si l'offre indique un matériel différent des prescriptions techniques, c'est-à-dire inférieur au niveau attendu, il sera irrégulier.**

### **8.11. Rendez-vous de chantier**

Un rendez-vous de chantier hebdomadaire est prévu. Sauf dérogation mentionnée sur les procès verbaux des réunions de chantier, toutes les entreprises y seront présentes et ce pendant toute la durée du chantier.

**L'organisation hebdomadaire, éventuellement journalière selon les superpositions de tâches, du chantier sera programmée lors de ces rendez-vous.**

Les pénalités en cas d'absence ou de retard au rendez-vous de chantier sont fixées dans le C.C.A.P.

### **8.12. Description des travaux**

Elle est reprise lot par lot.

### **8.13. Liaison entre entreprises**

Chaque corps d'état doit avoir pris connaissance de l'étendue des travaux de chaque autre corps d'état intervenant sur le chantier, tant au niveau de la consistance de ces travaux que de leur durée.

## **9. ÉVALUATION**

Il est impératif, que chaque soumissionnaire prenne connaissance de l'ensemble des prescriptions et des travaux de tous les lots, afin de définir et d'évaluer les prestations nécessaires pour le parfait achèvement de ses travaux.

L'intégration de toutes les sujétions découlant de la lecture totale du dossier de consultation est réputée être intégrée dans l'offre de chaque entreprise.

Pour remettre son offre, l'entreprise est invitée à se rendre sur les lieux afin de pouvoir évaluer l'ensemble des travaux afférents à son lot, d'assimiler les contraintes contextuelles et les relations avec les autres corps d'état.

Les conditions d'accès et d'organisation des travaux qui sont les bases d'établissement des plannings d'exécution (dates et durées d'interventions) ainsi que les frais induits par les modes opératoires imposés nécessitent cette parfaite connaissance des lieux et de l'ensemble des prescriptions.

L'engagement sur le respect des délais indiqués ainsi que la disponibilité en moyens humains et le contrôle des sous-traitants, le cas échéant seront un critère déterminant dans la proposition des entreprises qui devront obligatoirement en faire état dans leur réponse.

En effet, les conditions d'exécution pour respecter des délais maîtrisés déterminent l'organisation des travaux, base d'établissement des plannings d'exécution (dates et durées d'interventions).

Une fois l'offre remise, l'entrepreneur ne pourra d'aucune manière prétendre à une plus value quelconque pour un ouvrage qui aurait été mal apprécié ou quantifié.

De ce fait, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des lieux, ou/et des documents mis à sa disposition pour prétendre à une variation de son prix étant entendu que les travaux devront être exécutés en conformité avec la réglementation en vigueur.

Il appartient à l'entrepreneur d'apprécier l'importance et la nature des travaux à effectuer et de suppléer par ses connaissances professionnelles aux détails dont l'emplacement, la nature ou la qualité sont implicitement prévue.

C'est sur la base de cette analyse du projet dans le site par chaque corps d'état en intégrant l'ensemble des contraintes issues de l'état des lieux et les plannings d'exécutions que sera établi l'offre de l'entreprise.

Les plans, schémas, détails, matériels et équipements, matériaux qui serviront de base à l'exécution auront reçu l'agrément du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage avant exécution.

L'entreprise devra tenir compte dans son offre de tous les points énumérés ci-dessus.